

Européennes 2009 : analyse de VISA (vigilance et informations syndicales antifascistes)

22-06-2009

Dernière mise à jour : 22-06-2009

Après le 7 juin : droites souverainistes, populistes et extrêmes, premier bilan en Europe.

Les récentes élections européennes ont démontré que l'extrême droite a le vent en poupe, dans toute une série de pays-membres de l'Union européenne, alors même qu'elle est plutôt en situation de recul (en tout cas, de recul momentané) en France. A côté de certains nouveaux venus - tel que le « British national party » (BNP) qui a obtenu deux sièges en Angleterre - plusieurs partis d'extrême droite qui avaient pu s'ancrer depuis quelques années, renforcent leurs positions.

Généralement, ce sont plutôt des partis d'extrême droite - aux profils différents - qui ont le vent en poupe, sur la scène à droite de la droite ; et nettement moins les partis 'souverainistes' qui constituent (sous bien des égards) plutôt une composante ou une variante de la droite conservatrice.

Défaite pour la droite « souverainiste » proche des libéraux-conservateurs

Cette droite 'souverainiste', nationale et conservatrice, se concentre bien souvent, dans son programme et son discours, sur une critique (nationaliste) de l'Union européenne, accompagnée d'une certaine nostalgie de la société d'avant « quand c'était mieux qu'aujourd'hui ». C'est plutôt un programme à point unique, alors que sous bien d'autres aspects - et notamment la politique économique et sociale, en dehors de la question de l'ouverture des frontières à l'intérieur de l'Union européenne - ces forces ne se distinguent guère de la droite libéralo-conservatrice. Ce profil s'est, finalement, révélé plutôt peu porteur (en tout cas cette année), dès lors qu'il n'est pas accompagné d'un discours ou programme de droite populiste ou d'extrême droite « plus large ». La grande exception sera, certes, la liste du UKIP (« Parti de l'indépendance du Royaume-Uni ») britannique, qui a confirmé et renforcé son succès déjà connu en 2004, obtenant en 2009 plus de 17 % des voix. Mais c'est l'exception qui aura, en effet, confirmé la règle.

Surtout, la liste pro-souverainiste « Libertas », formation dirigée par l'Irlandais Declan Ganley et qui était représentée en France par le national-catholique Philippe de Villiers (dont le Mouvement pour la France, MPF, avait pour l'occasion fait l'alliance avec les Chasseurs de Frédéric Nihous), aura fait long feu. En Irlande, pays où se présentait Declan Ganley lui-même, ses listes n'ont obtenu que 3,15 % des voix en moyenne et aucun siège. La candidature de Ganley, dans sa circonscription du Nord-Ouest, aura obtenu 14,3 % des voix, mais n'est arrivé qu'en quatrième position. (L'UKIP, au Royaume-Uni, n'était pas allié à la coalition « Libertas ».)

En France, la liste commune du MPF et des Chasseurs n'aura obtenu qu'un mandat, après trois sièges aux élections européennes précédentes (en 2004) ; ceci grâce à l'ancrage de Philippe de Villiers lui-même dans l'Ouest de la France où il aura obtenu 10,27 % (au niveau de la circonscription, et 32,96 % dans « son » département de la Vendée). En dehors de ce fief local et régional, le tandem de Villiers/Nihous n'aura pas réalisé un gros score, obtenant 4,9 % des voix. Pour mémoire, en 2004, Philippe de Villiers seul avait réalisé 6,7 % des voix auxquelles il fallait rajouter 1,5 % obtenues par l'autre souverainiste, Charles Pasqua ; en juin 1999, la liste européenne commune de ces deux hommes avait encore obtenu 13,1 % des voix exprimées en France. Alors même que le Front national (FN) se trouve en crise et en net recul électoral - nous y reviendrons à la fin de cet article -, le score obtenu par les « souverainistes » non fascistes se révèle, cette année, encore plus décevant.

Globalement, les partis ayant un profil de droite « populiste » ou d'extrême droite plus général s'en tirent mieux que les souverainistes plus proche de la droite bourgeoise, même si ces derniers gardent dans leur giron quelques forces de poids (la droite polonaise notamment).

Venons-en à l'extrême droite. Certes, les résultats de ceux parmi les partis « populistes de droite », racistes et/ou fascistes qui ont pu avoir des scores intéressants, ne sauraient être sur-interprétés. Puisque l'abstention est de

presque 57 % en moyenne dans tous les pays de l'Union (et supérieure à cette moyenne surtout dans les Etats situés à l'Est du continent), les résultats sont, la plupart du temps, déformés au profit de celles parmi les formations politiques qui ont réussi à mobiliser leurs électeurs. C'est surtout le cas, dans les pays centraux de l'Union, pour les électors des partis du centre-droit (conservateurs ou chrétiens-démocrates) et les partis verts ; cela s'explique aisément par le fait que ces partis, surtout les chrétiens-démocrates et les écologistes, passent le plus fortement pour « pro-européens ». D'autres forces politiques avaient, souvent, plus de mal à mobiliser leurs partisans pour un scrutin de type « européen », ces derniers se sentant plus éloignés des institutions européennes.

Il n'empêche que, pour plusieurs partis d'extrême droite, leur succès est d'autant plus important. Il doit être souligné, en effet, que s'agissant la plupart du temps de forces politiques « eurosceptiques » voire « antieuropéens » (dans la mesure où ils rejettent toute délégation de pouvoir à une instance supranationale), l'électorat « naturel » de ces partis se sent d'autant moins enthousiaste pour participer à la construction européenne. L'abstention menace donc facilement ces partis ; le FN français en a d'ailleurs fait l'expérience cette année, puisque 65 % de ses sympathisants auraient choisi de s'abstenir lors de ce scrutin européen, sur fond de crise interne au FN.

Partis d'extrême droite « de gouvernement » renforcés

Dès lors que l'on tourne le regard vers les partis « populistes de droite » et/ou racistes qui ont connu des expériences de soutien (ou participation) à des gouvernements, à des moments récents, force est de constater que la plupart de ces partis sortent renforcés du scrutin européen.

C'est le cas du 'Parti du peuple danois' (DFP), parti qui fournit un soutien parlementaire aux gouvernements de centre-droit, au Danemark, depuis sa première entrée en force au Parlement qui a lieu en novembre 2001 (avec un peu de 12 % des voix). Aujourd'hui, après presque huit années de « soutien sans participation », au cours desquels le DFP a surtout influé sur le durcissement radical des lois sur l'immigration et sur l'asile au Danemark, ce parti sort renforcé du scrutin européen avec 15,2 % des voix. Le fait que sa tête de liste, Morten Messerschmidt, soit connu pour être très proche des milieux néonazis ouverts n'y aura rien changé.

En Italie, aussi, la Ligue du Nord (fédéraliste et raciste) aura tiré les bénéfices de sa participation au gouvernement. Obtenant 10,22 % des voix (plus quatre pour cent par rapport au dernier scrutin comparable) et huit sièges à Strasbourg au lieu de quatre auparavant, la Ligue du Nord étend son influence au-delà de sa traditionnelle zone de force en gagnant des nouveaux succès dans le centre de l'Italie, dans des régions anciennement ancrées à gauche telles que la Toscane et l'Emilie-Romagne. Son succès semble résider notamment dans un discours alliant préoccupations sécuritaires et agitation anti-immigrés, et sa capacité à attirer y compris un électorat ouvrier ayant anciennement voté à gauche. La dimension régionaliste, et anciennement séparatiste, de la Ligue du Nord passe ainsi nettement au second plan, en tout cas dans les nouvelles zones d'influence de ce parti situées au-delà du nord industrialisé de l'Italie. - Le parti de Silvio Berlusconi, le 'Peuple de la Liberté', obtenant 35,3 % des voix, fait un peu moins bien que les sondages ne lui avaient prédit (39 à 41 pour cent), mais reste le parti dominant largement la scène politique. Le scrutin intervenait deux mois après la fusion des postfascistes de l'ex-Alleanza Nazionale avec l'ancien parti du Président du Conseil, Forza Italia.

Aux Pays-Bas aussi, un parti d'extrême droite, le « Parti pour la liberté » PVV du fanatique islamophobe Geert Wilders, réalise un score énorme de 17 % et devient ainsi la deuxième force politique du pays. Aux Pays-Bas, une formation de droite « populiste » avait participé au pouvoir en 2002/03, la « Liste Pim Fortuyn » aujourd'hui quasiment disparue (puisqu'elle aura implosé quelques mois après l'assassinat de son leader, Pim Fortuyn, intervenu le 15 mai 2002). Geert Wilders aura pris la succession de cette force politique ; sa tête de liste aux élections européennes, Barry Madlener, est d'ailleurs un ancien de la formation de feu Pim Fortuyn.

Aujourd'hui, les sondages prédisent même à son parti qu'il deviendrait la première force politique si des élections au plan national (prévues en 2011) intervenaient aujourd'hui, puisqu'une bonne partie des sympathisants de Geert Wilders ne souhaitent pas voter au scrutin européen du 07 juin. Le PVV de Monsieur Wilders mêle, dans son discours et son idéologie, un ultralibéralisme - représentant une forme radicalisée de la droite bourgeoise radicalisée - avec un rejet radical de l'immigration (surtout « musulmane ») représentée comme une menace à la « traditionnelle attitude libérale néerlandaise » au niveau des mœurs et des questions de société. Il s'agit d'un « modèle » d'extrême droite de nouveau type, dans la mesure où ici, l'immigration n'est pas rejeté au nom d'un « ordre moral » traditionnel, mais au contraire prétendument au nom de la modernité et des libertés individuelles. Ceci distingue le PVV aux Pays-Bas d'une bonne partie de l'extrême droite française.

Autriche et Belgique : deux situations spécifiques

Le cas de l'Autriche est plus compliqué, dans la mesure où l'extrême droite y a participé au gouvernement de 2000 à 2006, mais qu'elle n'a pas su gérer sa participation gouvernementale avec succès et qu'elle aura, en outre, connu une scission importante en 2005. De cette scission, sont nés le FPÖ-« Canal historique » (qui subsiste) et le BZÖ (Alliance Avenir Autriche), ancien parti personnel de feu Jörg Haider - décédé dans un accident en octobre 2008 - et à ancrage surtout régional, en Carinthie. Sur le plan fédéral (national), le FPÖ apparaît comme nettement plus extrémiste, alors que le BZÖ tente - tout en jouant aussi avec le racisme et en ayant un discours anti-immigration dur - de se présenter plutôt comme une force de droite bourgeoise.

Si l'on compare les résultats de l'extrême droite autrichienne (12,9 % pour le FPÖ, et 4,6 % pour le BZÖ) aux élections européennes avec ceux obtenus au dernier scrutin européen du même type, il faudra forcément parler d'un succès. Ceci dans la mesure où, lors des élections européennes de juin 2004, le FPÖ - alors non encore scindé en deux - s'était trouvé au creux de la vague et en très petite forme. Il n'avait alors réalisé que 6,3 % des voix, qui lui donnaient droit, à l'époque, à un seul siège. Les deux partis ensemble font nettement mieux, aujourd'hui. Or, aux dernières élections générales nationales qui ont lieu en Autriche, fin septembre 2008, le score cumulé des deux partis d'extrême droite ou de droite « populiste » était encore nettement supérieur, dépassant (ensemble) même les 28 %. Si les deux partis ont plus ou moins reculé aujourd'hui par rapport à l'automne de l'année dernière, ceci est dû, d'un côté, au fait qu'il s'agit de deux scrutins de type différent : le public de la droite « populiste » ou extrême se déplace moins pour un scrutin à l'échelle européenne, se sentant plutôt distant vis-à-vis des institutions européennes. Mais il y a aussi un autre facteur : le FPÖ (17 % en 2008) aura reculé un peu parce que, pour la première fois depuis longtemps, il a été exposé à une contre-campagne antifasciste assez massive, à laquelle participèrent aussi des forces politiques établies et le clergé des Eglises chrétiennes. Auparavant, le FPÖ avait entamé une campagne très agressive, faisant de l'agitation (à travers des annonces payées dans la presse) contre « une adhésion de la Turquie et d'Israël à l'Union européenne ». Tout le monde ayant remarqué qu'il n'avait jamais été question, sérieusement, d'une adhésion d'Israël à l'UE, ses détracteurs faisaient remarquer que le parti d'extrême droite ne cherchait qu'à attiser des ressentiments contre les juifs. Le slogan de la campagne du FPÖ « L'Occident entre des mains de chrétiens », autant dirigé contre juifs et athées que contre les immigrés musulmans, suscita des critiques de la part même de l'Eglise catholique. Pour la première fois, un chef de gouvernement autrichien en exercice, en la personne de Werner Faymann, utilisait le mot de fascisme, en évoquant publiquement la nécessité d'une éducation « antifasciste ». Les critiques ardentes qu'aura réveillées sa campagne, ont légèrement fait reculer le FPÖ. Le BZÖ (peut-être parce que son public est en partie plus proche de la droite conservatrice, peut-être aussi parce que le lien émotionnel avec l'ex-« homme providentiel » Jörg Haider s'affaiblit avec le temps décollé depuis son décès), qui avait encore obtenu 11 % l'année dernière, recule davantage.

En Belgique, nous observons une situation là encore assez spécifique. Dans le nord du royaume, en Flandre, le parti Vlaams Belang (VB, « Intérêt flamand ») avait jusqu'ici campé en position de première force politique, tout en étant isolé de toutes les autres formations politiques par une mesure d'isolement volontaire appelée « le Cordon sanitaire ». La situation en Belgique, surtout dans sa partie septentrionale et néerlandophone, a évolué depuis peu. D'un côté, l'apparition (en 2007) d'une nouvelle force politique populiste et droitiste, mais pas d'essence fasciste, sous forme de la « Liste Dedecker » (LDD), a endigué le « Vlaams Belang ». Ce dernier chute de 24,5 % des voix, obtenus au scrutin régional flamand en juin 2007, à 15,3 % au récent scrutin européen et régional, les deux élections ayant eu lieu le même jour. La LDD, elle - liste populiste fortement marquée par la personnalité de son leader, Jean-Marie Dedecker, dont elle porte le nom -, aura obtenu 7,7 % des voix.

Une troisième force politique partage également certaines caractéristiques avec le VB, tout en s'en distinguant sur d'autres points. Alors que la « Liste Dedecker » partage son populisme (et en partie son attitude anti-immigrés, mais en plus faible) avec le VB, la « Nouvelle Alliance flamande » (NVA), elle, en rejette le populisme « anti-establishment » tout en partageant le nationalisme anti-belge de l'extrême droite flamande. La NVA est un parti national-conservateur, né en 2001 et qui s'était allié dans beaucoup d'élections avec les chrétiens-démocrates flamands. Tout en étant flamande-nationaliste, elle se distingue du VB par son côté plutôt conservateur ou réactionnaire et élitiste ; alors même que le côté « populiste » du VB repose en bonne partie sur une fausse impression : l'actuel chef du parti d'extrême droite depuis mars 2008, Bruno Valkeniers, est l'un des plus grands patrons de la ville portuaire d'Anvers, et il rêve ouvertement d'une alliance de toutes les droites sur le modèle italien, qu'il appelle de ses vœux en la baptisant « Forza Flandria ». Ensemble avec la NVA, le Vlaams Belang était aussi le seul parti au parlement belge en défendant ouvertement le pape Benoît XVI, en avril 2009, quand celui-ci fut critiqué pour ses propos réactionnaires et obscurantistes par un vote du parlement fédéral belge.

A cette élection du 07 juin 2009, la NVA s'est présentée seule, et elle aura obtenu 13,1 %. Ainsi, si on fait l'addition entre les voix obtenus par les différentes forces de droite dure, populiste et/ou extrême en Flandre, on arrivera à un résultat cumulé de 36 %, qui inquiète dans les milieux antifascistes (et pas uniquement) en Belgique. Paradoxalement,

alors que la nouvelle concurrence aura fait baisser le score du « Vlaams Belang », elle l'aura peut-être renforcé à moyen et long terme. Ayant désormais des « voisins », le parti d'extrême droite flamand a pu se « normaliser » quelque peu. Surtout, la « Liste Dedecker », si elle est nettement moins marquée à l'extrême droite que le VB (son fondateur Jean-Marie Dedecker s'est d'ailleurs parfois réclamé de Nicolas Sarkozy), elle rejette le « Cordon sanitaire » et n'exclut pas des coopérations futures avec le « Vlaams Belang » dont elle aura tenté d'attirer des déçus et des « dissidents ». Ainsi il y aura lieu d'observer de façon bien précise, l'évolution politique à venir en Belgique. Surtout en cas de crise renforcée de l'Etat central (monarchique) belge, l'extrême droite flamande pourra tenter de pousser les feux sur fond de nationalisme régional.

Europe de l'Est : La catastrophe hongroise

En Europe du Centre et de l'Est, nous observons également plusieurs partis d'extrême droite assez forts.

Le cas de figure le plus catastrophique, et de loin, est celui de la Hongrie : ici, le parti néofasciste, antisémite et assez ouvertement violent « Jobbik » (littéralement « Le meilleur ») a pu réaliser 14,77 % des voix... presque le double de ce que lui avaient prédit les sondages, autour de 8 %. Ce parti entretient une milice en uniformes, la « Garde hongroise », qui n'hésite pas à utiliser la violence contre des membres de la population Rrom du pays, des (plutôt rares) immigrés ou contre les homosexuels. Le discours antisémite de ce mouvement n'est guère dissimulé. « Jobbik » aura pris la place anciennement dévolu au « Parti de la vérité et de la vie » (MIEP) de l'antisémite Istvan Csurka, anciennement allié - dans les années 1990 - à Jean-Marie Le Pen (qui a participé à un rassemblement de ce parti en octobre 1996) et au FN français. Or, les résultats du MIEP - qui a peut-être vu sa base sociale absorbée par la droite conservatrice qu'il était allié assez ouvertement à lui aux débuts de la décennie - n'étaient pas montés jusqu'au niveau actuellement atteints par « Jobbik ».

A côté de lui, la droite conservatrice sous forme du FIDESZ a obtenu plus de 56 %, emportant à elle seule 15 des 22 mandats hongrois au Parlement européen. Visiblement, à la fois la droite et l'extrême droite ont su exprimer aux yeux de nombreux Hongrois, et particulièrement en période de crise économique et sociale, le mécontentement social avec les gouvernants libéraux et sociaux-libéraux. A de nombreuses reprises, des manifestations de protestation à caractère social ces dernières années ont pu être récupérés politiquement par des forces de droite et/ou d'extrême droite. La menace de cette dernière prend en outre, dans ce pays, potentiellement le visage de la violence.

En Roumanie, l'extrême droite réussit à remonter, même si elle est loin des presque 30 % des voix auxquelles elle était promise par les sondages il y a à peine dix ans. Le « Parti de la Grande Roumanie » (PRM) de Corneliu Vadem Tudor, ancien poète officiel du dictateur Nicolae Ceauscescu reconverti dans le nationalisme intégral, avait connu un fort déclin ces dernières années. Aux premières élections de députés européens en Roumanie, en novembre 2007 (auparavant ses députés au Parlement européen avait été désignés par le Parlement national), ce parti - lui aussi ancien allié affiché du FN français - était tombé à 3,5 % des voix. En décembre 2008, lors des législatives roumaines, il s'était de nouveau retrouvé à 4 % et exclu du Parlement. Mais ces derniers mois, une autre force - populiste de droite, nationaliste et autoritaire - montait avec le « Parti de la nouvelle génération » (PNG) de l'homme d'affaires Georges « Gigi » Becali. Ce dernier, propriétaire d'un club de football, est devenu très populaire au début de l'année 2009 quand il a été emprisonné quelque temps pour un délit de séquestration : il avait retenu, en toute illégalité, des personnes suspectées de lui avoir volé sa voiture (de luxe). De nombreux Roumains semblaient s'identifier avec sa façon de se rendre « justice » lui-même, et critiquaient son emprisonnement qui semble avoir fait de lui un « martyr ». Il y a quelques semaines, Vadim Tudor et Becali, anciennement grands rivaux, réussirent à se mettre d'accord sur une liste commune dont « Gigi » Becali prit la tête. Celle-ci aura obtenu 8,7 % des voix.

Dans le pays voisin, la Bulgarie, le parti nationaliste, raciste (surtout anti-Rroms) et antisémite « Ataka » reste fortement installé dans le paysage politique. Obtenant 11,96 % des voix exprimées, il se maintient globalement à son niveau électoral de ces dernières années. Ataka a été allié au FN français au moment où il existait - pendant quelques mois en 2007 - un groupe parlementaire commun de l'extrême droite, à Strasbourg. Ce groupe, baptisé « Identité, tradition, souveraineté » (ITS) et présidé par le Français Bruno Gollnisch, avait explosé au bout de quelques mois, surtout en raison d'animosité entre députés italiens et roumains... sous forme d'agitation raciste en Italie contre la présence d'immigrés roumains. Ces derniers temps, « Ataka » aura surtout coopéré avec le FPÖ autrichien.

Si, en Europe de l'Est, l'extrême droite maintient globalement ses positions, il y a aussi quelques « nouveaux venus » sur la scène (européenne) dans d'autres partis du continent. Ainsi le parti d'extrême droite grec LAOS, formé par d'anciens supporters de la dictature militaire des Colonels (de 1967 à 1973), fait une percée aux élections européennes plus forte que ses résultats connus auparavant, avec 7,2 % des suffrages.

Les nouveaux venus : Britanniques et Finlandais

Dans une autre région du continent, et sur fond de traditions politiques somme tout assez différentes, un nouveau parti « populiste » de droite réalise une nouvelle percée. Le parti des « Vrais Finlandais » (Perussuomalaiset, PS), jusque-là inconnu sur la scène internationale, allié pour l'occasion à des chrétiens-démocrates plutôt proches des intégristes chrétiens, aura obtenu 9,8 % des voix en Finlande. Ensemble avec la liste chrétienne KD, ce parti « populiste de droite », fondé en 1995 à partir de l'ancien Parti paysan, aura rassemblé 14 % des suffrages.

Au Royaume-Uni, le « British National Party » (BNP) présidé par Nick Griffin, dont le fonctionnement est relativement proche de celui du FN français, n'est certes pas un nouveau parti. Ce parti, fondé en 1982, connaît en revanche ses premiers vrais succès électoraux à une échelle nationale après une petite série de succès locaux. Avec 6,5 % des voix exprimé sur l'île, le BNP (qui n'a pas présenté de candidats en Irlande du Nord) a remporté, pour la première fois, deux sièges au Parlement européen. En juin 2004, avec 4,9 % des voix britanniques, il avait raté son entrée de peu.

Le BNP, qui a mené une campagne anti-classe politique extrêmement agressive sous le slogan « Punish the pigs » (Punissez les cochons !..), aura sans aucun doute profité du scandale de corruption qui secoue actuellement l'establishment politique en général, le Labour/parti travailliste en particulier. Le parti d'extrême droite n'a pas hésité, non plus, à utiliser aussi la démagogie sociale - dans un meeting de campagne, son slogan « Punish the pigs » fut illustré, dans une scène de théâtre, par des ouvriers en habit de travail (en réalité des comédiens) attaquant et frappant des politiciens qui se vautraient dans des billets de banque... Sur fond de ce mélange entre « Tous pourris » et démagogie sociale, le BNP, nationaliste et raciste, aura certainement aussi profité du vent mauvais de la campagne « British jobs for british workers » (Des emplois britanniques pour des travailleurs britanniques), présente dans certains mouvements de grève des derniers mois.

Extrême droite faible en France, et en Allemagne

C'est dans deux pays centraux de l'Union européenne, la France et l'Allemagne, que l'extrême droite sera restée en dessous du niveau de résultats électoraux qu'elle a connu voici quelques années.

En Allemagne, l'extrême droite organisée en partis aura été laminée lors de ces élections européennes, alors qu'elle avait été présente pendant une seule législature au Parlement européen : de 1989 à 1994, quand les « Republikaner » (REPs), alliés alors à Jean-Marie Le Pen, avaient obtenu 7,1 % des voix.

Cette année, présente avec deux listes concurrentes - celle du parti des « Républicains » ou REPs (qui a réalisé 1,3 %) et celle de l'« Union du peuple allemand » DVU (0,4 %) - elle est restée très loin en dessous de la barre des 5 % requis, dans ce pays, pour entrer au parlement européen. Ce résultat a différentes raisons, dues notamment à l'émiettement de l'extrême droite en plusieurs partis rivalisant entre eux (REPs, DVU, NPD) et sa faible structuration. Elle paye aussi l'effroi que crée, aux yeux d'une partie du public, le très fort taux de violence raciste, xénophobe et antisémite présent en Allemagne, avec plus de 19.000 délits liés au racisme, antisémitisme ou à l'extrême droite (dont 1.000 atteintes aux personnes) pour l'année 2008. Ajoutons qu'en période de crise économique, l'électorat allemand semble plutôt réagir par un réflexe légitimiste, qui profite surtout au centre-droite formé par les chrétiens-démocrates, chrétiens-sociaux et les libéraux (ces derniers ayant, assez paradoxalement dans ce contexte de crise, le vent fortement en poupe).

En France, nous observons un certain effritement du vote FN, avec un score en moyenne nationale de 6,34 % (à comparer aux 9,81 % obtenus en juin 2004, alors que le parti était déjà entré dans la crise liée à la succession de Jean-Marie Le Pen). Ce tassement, relatif mais réel, n'est pas tellement - voire pas du tout - lié à une défaite visible des idées du FN, mais surtout à l'absence de toute dynamique militante autour du parti. Les divisions, multiples depuis un an (« Nouvelle Droite Populaire », « Nouvelle Droite Républicaine », puis les dissidences conduites par Carl Lang et Jean-Claude Martinez depuis novembre 2008, enfin celle d'Alain Soral en février 2009), ont considérablement affaibli la structure militante du FN. L'appareil devrait tourner avec au maximum 5.000 membres réels (plus ou moins actifs), contre un peu de 10.000 au moment du dernier congrès du parti en novembre 2007. A rapprocher des 42.000 militants à jour de cotisation que le parti d'extrême droite comptait lors de la scission Le Pen/Mégret fin 1998.

Quelle sera la sortie de crise pour le FN, et y en aura-t-il une ? Aujourd'hui, il est nettement trop tôt pour tenter de donner une réponse à cette question. En revanche, il est sûr que la question des personnes, en vue de la future succession de Jean-Marie Le Pen, s'est encore clarifiée avec ce scrutin européen. En effet, avec 10,18 % obtenus dans la circonscription Nord-Ouest (qui englobe la région du Nord-Pas de Calais, particulièrement frappée par la crise économique), la « fille du chef » Marine Le Pen réalise de loin le meilleur score des candidats FN. Elle se place ainsi, de nouveau, clairement en tête face à un Bruno Gollnisch qui fait un score plutôt faible dans la circonscription Est, avec 7,57 % des voix (alors que les sondages semblaient prédire jusqu'à 15 % au FN dans cette seule circonscription, fortement touchée elle aussi par la crise tout comme le Nord-Pas de Calais). Et, maintenant, même face à son propre père, puisque Jean-Marie Le Pen, qui finit la course à 8,49 % dans le Sud-Est, doit s'habituer lui-aussi aux scores à un seul chiffre, désormais.

Très prochainement, Marine Le Pen devra – et on verra si elle pourra – confirmer son résultat obtenu aux européennes dans le Nord, sur le plan local. Le 28 juin prochain, en effet, la population d'Hénin-Beaumont sera rappelée aux urnes pour élire une nouvelle équipe à la mairie, l'ancien maire Gérard Dalongeville (socialiste/divers gauche) étant mis en examen pour le soupçon d'avoir détourné jusqu'à quatre millions d'euros. Cette situation a créé une situation favorable à la démagogie - sur l'air du « Tous pourris » - du FN, qui avait commencé, aussitôt la nouvelle de l'arrestation du maire connue, à réclamer haut et fort (sur les marchés publics) des nouvelles élections municipales. Le proche avenir nous dira si Marine Le Pen, cherchant à s'ériger en « première opposante » à l'ancien maire – dont le mandat a été invalidé – et son équipe, arrivera à transformer l'essai. Voire, si on risque de voir une nouvelle « mairie-modèle » d'extrême droite se créer dans le Pas-de-Calais, dix ans après les anciennes gestions municipales FN à Toulon ou à Vitrolles. Pour l'instant, force est de constater que Marine Le Pen a su réaliser un score important, sur place, lors des élections européennes : 12,88 % au niveau du département du Pas-de-Calais (contre 9,66 % dans celui du Nord, et 10,9 % dans la région Nord-Pas de Calais). Mais pas moins de 27,92 % des voix au niveau de la municipalité d'Hénin-Beaumont. Si elle réussit à réitérer ce même score ou à le dépasser au premier tour de l'élection municipale à venir, le risque qu'elle l'emporte au second tour est réel.

Pas de succès pour les courants minoritaires de l'extrême droite

Les « dissidences » et scissions, elles, n'apportent pas grand-chose aux anciens cadres du FN, au plan électoral. Cela devrait s'expliquer par le fait que ces « dissidences » sont portées par une dynamique militante (voire concernant surtout les cadres), en interne, mais ne concernent pas la « grande masse » des (anciens) sympathisants et (ex-)électeurs.

Dans la circonscription du Nord-Ouest, Carl Lang - dont « Le Parti de la France » (LPDF), malgré son nom grandiloquant, finit la course à 1,52 % des voix - aura plutôt raté son pari. Ceci même si les sondages, à quelques mois du scrutin, étaient encore nettement plus mauvais et le plaçaient à l'avance « scotchés » à 0,5 % ; or, il faudra aussi tenir compte de la forte abstention, qui « gonfle » le score de petites listes (alors même qu'elles sont, elles aussi, frappées par l'abstention). De toute façon, Carl Lang et ses partisans n'auront ainsi pas accès au remboursement de leurs frais électoraux, puisqu'ils n'atteignent pas la barre des 3 % exigés pour y avoir droit. Dans la circonscription Massif Central-Centre, la situation ne se présente que très légèrement mieux pour les amis de Carl Lang (rassemblée derrière la tête de liste Jean Verdon) qui y obtiennent 1,88 %.

Dans le Sud-Ouest, Jean-Claude Martinez, autre tête d'une « dissidence » militante du FN (initialement « la Maison de la vie », rebaptisée en cours de route « l'Europe de la vie »), n'aura obtenu que 0,92 %. Ainsi placé en-dessous de la barre symbolique de un pour cent des voix, il ne devrait ainsi guère avoir d'avenir politique.

Enfin, la liste antisémite conduite par Dieudonné M'bala M'bala et l'ex-FN Alain Soral, rassemblant un ensemble hétéroclite de nationalistes-révolutionnaires, de « Rouges-Bruns » (à l'instar de Soral), d'intégristes musulmans (Yahia Gouasmi) et autres négationnistes historiques (Ginette Skandrani), n'aura pas « décollé » non plus. N'ayant été présente que dans la circonscription Ile-de-France, elle y aura réalisé 1,3 % des voix. Il y a, certes, des disparités locales relativement fortes, avec des pics locaux dans la Seine-Saint-Denis (2,83 % à l'échelle du département) et plus particulièrement dans des villes comme Garges-lès-Gonesse dans le Val-d'Oise (6,03 %, son meilleur score à l'échelle d'une commune). Cependant, ces résultats - probablement un mélange entre un vote « qui veut taper dans le système » sans conscience politique, et un vote communautariste de quelques électeurs voulant se définir comme musulmans - ne sont « famémeux » nulle part.

Là où ils se situent localement nettement au-dessus de la moyenne de 1,3 %, il faudra en outre mesurer ces résultats à l'aune de ceux obtenus par la liste « EuroPalestine » en juin 2004. Cette dernière n'était pas une liste qu'on puisse généralement qualifier d'antisémite, et certains de ces candidats/candidates ne l'étaient assurément pas (mais

souhaitaient simplement exprimer une solidarité avec les Palestiniens, quel que soit le jugement politique qu'on puisse avoir sur leur démarche et de leur vision peut-être parfois simpliste). Cependant, à la fois Dieudonné et Alain Soral, et certains de leurs acolytes d'aujourd'hui, étaient alors déjà partie prenante de cette liste-là. La thématique officiellement annoncée étant proche dans l'un et l'autre des cas - même si l'antisémitisme, qui structurait « inofficiellement » la liste de Dieudonné, n'était pas aussi présent ni partagé par l'ensemble de la liste « EuroPalestine » de 2004 -, une certaine comparaison électorale devrait être possible. Or, même là où les résultats de la liste de Dieudonné en 2009 sont relativement forts en comparaison à sa moyenne, ils restent en règle générale nettement inférieurs à ceux obtenus par « EuroPalestine » cinq ans auparavant. (Ainsi à Garges-lès-Gonesse, on mesure 6 % des voix pour la « Liste Antisioniste » de Dieudonné et ses partenaires antisémites en 2009 ; mais en 2004, la liste pro-palestinienne y avait dépassé les 10 %.)

Il y a donc lieu d'espérer que, dans le cas de la liste de Dieudonné - qui risquait d'annoncer des regroupements politico-idéologiques d'un type nouveau, englobant des forces d'extrême droite - comme dans celui des listes « dissidentes » du FN, les résultats n'encourageront guère leurs animateurs de continuer leur activité commune. En tout cas, à court terme, le FN « Canal historique et (en ce moment) Ventre mou » ne devrait pas voir de concurrent sérieux lui disputer le terrain électoral. Ce qui n'empêchera pas, loin s'en faut, des groupes (plus ou moins) petits d'activistes de se former.

Résistance sociale et vigilance anti-fasciste

La crise du capitalisme n'a pas encore produit tous ses effets...mais déjà l'on voit quelques plantes vénéneuses proliférer... sur fond d'abstention massive des couches populaires qui n'attendent rien de bon de l'Europe de Monsieur Barroso.

Dans " Le Monde" du 12 Juin , la rubrique " Breakingviews.com" présentée comme " le point de vue de l'agence économique et financière" titrait , à propos de la grève prévue des agents du métro londonien : " Licenciez les employés du métro ! " . Ce point de vue n'est pas (encore) partagé par l'ensemble de la classe capitaliste ni par la majorité des partis qui la soutiennent , mais gageons que les partis fascistes qui se requinquent un peu partout en Europe applaudiront et , après s'être faits la main sur les immigrés , seront partant pour accomplir le sale travail , pour peu que la situation économique et sociale se tende .

Le devoir de résistance sociale est donc intimement lié à la lutte contre la résurgence néo fasciste , populiste et nationaliste .